



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service eau-environnement

**Le préfet de la Haute-Savoie**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le

**Arrêté n° DDT-2024-**

**autorisant sur la période 2024-2030, sur l'ensemble de la partie Haut-Savoyarde du massif du Aravis, ainsi que sur le massif voisin de l'Almet, la capture de bouquetins non marqués, en vue de connaître la situation épidémiologique de l'enzootie de brucellose au sein de la population et d'acquérir des données sur la structuration socio-spatiale de cette population, dans l'intérêt de la santé publique, pour prévenir les dommages à l'élevage et aux filières agricoles de montagne**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-1 à L.123-19-7, et L.411-1, L.411-2 et R.411 et suivants ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** la circulaire du 28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière de délégations de signature des préfets ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2005 portant interdiction de la perturbation intentionnelle du gypaète barbu et l'arrêté du 23 juillet 2013 portant modification de cet arrêté ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** la circulaire ministérielle du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection dans le domaine de la faune et de la flore sauvages ;

**VU** le rapport de l'ANSES du 27 février 2023 relatif aux modalités de surveillance et de lutte contre la brucellose des bouquetins dans les massifs du Bargy et des Aravis et aux modalités de surveillance des cheptels de ruminants estivant dans le massif des Aravis ;

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 78 05  
Mél. : ddt-see@haute-savoie.gouv.fr  
[www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)

**VU** la thèse de doctorat de l'université de Lyon de Monsieur Sébastien LAMBERT « *transmission and management of brucellosis in a heterogeneous wild population of Alpine ibex (Capra ibex)* » - publication Médecine & Science, octobre 2023 - qui conclut à une hétérogénéité géographique des modalités de transmission de la bactérie, favorable aux mesures de gestion différenciées et adaptatives qui ont été réalisées jusqu'alors ;

**VU** les résultats des campagnes de lutte contre la brucellose des années 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 démontrant la persistance de la circulation de la bactérie au sein de la population de bouquetins du massif du Bargy ;

**VU** la découverte d'une étagne morte, positive à *Brucella melitensis*, le 18 juin 2022, dans une zone du massif des Aravis fréquentée à l'estive par des troupeaux de ruminants domestiques ;

**VU** le rapport de l'OFB en date du 1<sup>er</sup> juin 2023 dressant le bilan des captures effectuées lors de la campagne 2023 dans le massif des Aravis et attestant la présence d'animaux positifs dans le massif ;

**VU** l'arrêté du préfet de la Savoie n°2022-1038 du 4 octobre 2022, portant autorisation de capturer 50 bouquetins par an entre l'automne 2022 et 2030, avec euthanasie des éventuels séropositifs en Savoie dans le massif des Aravis ;

**VU** le protocole établi par la DDT et l'OFB pour limiter l'impact sur le gypaète, notamment lors des opérations d'évacuation des cadavres ;

**VU** l'arrêté n° DDPP/SPAE/2023-01777 du 26 juin 2023 relatif à la surveillance à mener dans certains élevages de ruminants suite à la présence de la brucellose dans la population de bouquetins des massifs du Bargy et des Aravis ;

**VU** l'avis du CNPN en date du **XX/XX/2024** ;

**VU** l'analyse des observations issues de la mise en œuvre de la procédure de participation du public par le biais de la mise en ligne du projet d'arrêté sur le site Internet des services de l'État du **XX/XX/2024 au XX/XX/2024 inclus** ;

**VU** la synthèse de cette consultation rendue publique sous la signature du préfet, chargé de l'administration de l'État dans le département de la Haute-Savoie ;

**CONSIDÉRANT** la dangerosité de la bactérie zoonotique du genre *brucella*, classée comme danger sanitaire de 1<sup>ère</sup> catégorie par le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (2013), classée dans le groupe III du risque biologique pour l'homme ou l'animal (sur une échelle de I à IV, IV étant le plus élevé), inscrite sur la liste des agents potentiels de bioterrorisme ;

**CONSIDÉRANT** l'infection brucellique confirmée le 9 novembre 2021 d'un foyer bovin dont le siège social est situé sur la commune de Saint-Laurent (Haute-Savoie) et dont une partie du troupeau estive sur l'alpage de la commune du Reposoir (Haute-Savoie), à proximité immédiate du massif du Bargy ;

**CONSIDÉRANT** que la souche de *Brucella* identifiée dans le foyer bovin, séquencée le 15 novembre 2021, comporte un séquençage génomique de la même famille phylogénétique que celui trouvé sur les bouquetins dans le massif du Bargy depuis 2012 ;

**CONSIDÉRANT** ainsi que malgré l'efficacité des mesures prises depuis 2012, qui ont permis de diviser par 10 le taux de prévalence de la brucellose (*Brucella melitensis*, biovar 3) chez les bouquetins du Bargy, la population reste à ce jour contaminée par la maladie ;

**CONSIDÉRANT** que la découverte, sur la commune du Reposoir, de deux chamois séropositifs à la brucellose en 2019 et 2020, atteste de la transmission de la maladie à d'autres espèces de la faune sauvage ;

**CONSIDÉRANT** que la capture-test en 2023 de deux animaux séropositifs dans le massif des Aravis témoigne d'une possible transmission de la maladie depuis le massif du Bargy ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'éviter l'extension de la maladie au-delà du massif du Bargy, et en particulier au massif des Aravis ;

**CONSIDÉRANT** qu'atteindre cet objectif permettrait aussi de diminuer la probabilité de contact direct et indirect des animaux domestiques et sauvages avec un bouquetin infecté, et ainsi de limiter significativement la circulation de la brucellose ;

**CONSIDÉRANT** les objectifs de protection de la santé humaine en réduisant le risque de contamination, en évitant une contamination des ruminants domestiques à partir du réservoir bouquetins ;

**CONSIDÉRANT** les risques pour la santé humaine et animale que fait peser la persistance de la brucellose dans cette zone, qui correspond à l'aire géographique de la fabrication de fromages sous AOP élaborés à partir de lait cru, avec maturation courte et sans étape pasteurisatrice ;

**CONSIDÉRANT** le risque de pertes économiques conséquentes pour la filière agricole tant au niveau local que national, en cas de multiplication des transmissions, compte tenu des réglementations européenne et internationale qui imposent des restrictions de mouvements ;

**CONSIDÉRANT** la possible remise en cause du statut de la France, actuellement indemne de brucellose en cas de nouveaux cas de transmission entre animaux sauvages et domestiques ;

**CONSIDÉRANT** que la vaccination des bouquetins a fait l'objet d'une expérimentation et d'expertises qui ont démontré une balance risques-bénéfices très défavorable au regard des critères d'innocuité tels que décrits dans l'avis de l'ANSES du 5 juillet 2019, d'efficacité ainsi que des interférences avec les tests de dépistage ; qu'elle doit donc être écartée à ce stade et au regard des connaissances scientifiques actuelles, des outils visant à assainir la population de bouquetins ;

**CONSIDÉRANT** qu'en l'absence de données sur la structure de la population de bouquetins des Aravis, l'avis de l'ANSES du 27 février 2023 estime qu'il n'est pas possible de se fier aux résultats des tests effectués sur les 38 bouquetins capturés en 2022 pour définir des objectifs de capture ;

**CONSIDÉRANT** au regard de l'avis de l'ANSES du 27 février 2023 que, dans le massif des Aravis, il est nécessaire, afin de mieux connaître la situation épidémiologique et d'acquérir des données sur la structuration socio-spatiale de la population, de capturer au moins 62 individus adultes non marqués, prioritairement des femelles qui vont aussi apporter plus d'informations que les mâles sur la structuration de la population ;

**CONSIDÉRANT** au titre du même avis, qu'une partie de ces captures doit être centrée autour du secteur géographique où a été découverte l'étagne infectée en 2022, et de répartir le reste des captures sur l'intégralité du massif des Aravis, et d'équiper un maximum de femelles de colliers GPS ;

**CONSIDÉRANT** les risques de contamination entre individus lors du rut automnal ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de poursuivre et compléter l'action engagée sur le massif du Bargy, ainsi que celle engagée sur le versant savoyard du massif des Aravis, compte tenu de la sensibilité de cette intervention au regard des enjeux de santé publique, de santé animale et des enjeux économiques qui y sont liés ;

**CONSIDÉRANT** ainsi la nécessité de déroger à la protection stricte du bouquetin des Alpes (*Capra ibex*) dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures de surveillance strictes de la faune sauvage et domestique sont indispensables et sont conduites en parallèle et en complément des mesures autorisées par le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** les mesures de biosécurité prescrites sur les massifs du Bargy et des Aravis : retrait des pierres à lécher, suppression des lieux d'alimentation en continu et gardiennage renforcé des troupeaux ;

**CONSIDÉRANT** cependant que ces mesures ne pourront jamais garantir un isolement sanitaire total entre la faune sauvage et la faune domestique, en raison notamment du caractère extensif de l'élevage en alpage, et de la forte résistance des brucelles dans le milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures de gestion envisagées ne sont pas susceptibles de dégrader significativement l'état de conservation de l'espèce, dont les effectifs sont actuellement estimés à près de 9 000 individus dans les Alpes françaises et 55 000 à l'échelle de l'arc alpin ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures envisagées permettront de mieux connaître et suivre la structuration socio-spatiale de la population de bouquetins des Aravis et la situation épidémiologique au sein de cette population ;

**CONSIDÉRANT** ainsi que l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont réunies ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** il sera procédé d'ici la fin de l'année 2024 à la capture par télé-anesthésie de bouquetins, prioritairement des femelles, sur le massif des Aravis, versant Haute-Savoie, dans la limite de 62 individus non marqués capturés et testés à l'échelle de l'ensemble du Massif.

Les opérations auront lieu préférentiellement de la date de signature de l'arrêté au 15 juin 2024 puis entre le 15 septembre 2024 et le 31 octobre 2024.

Des tests de dépistage brucellique seront réalisés sur le terrain sur les animaux capturés.

**Article 2 :** ces captures seront réalisées en coordination avec les équipes de la Savoie, en vue d'atteindre l'objectif de 62 animaux capturés à l'échelle du massif, sans dépasser cette limite.

**Article 3 :** la même opération (capture de 62 individus maximum à l'échelle de l'ensemble du massif des Aravis) sera programmée chaque année jusqu'en 2030, entre le 15 avril et le 15 juin et entre le 15 septembre et le 31 octobre.

**Article 4 :** il est ordonné l'euthanasie directe des individus de tous sexes et âges, dont l'infection brucellique aura été confirmée grâce au test rapide au chevet de l'animal, ou le tir (euthanasie a posteriori de la capture) des individus qui auront obtenu un résultat positif aux tests sérologiques de confirmation effectués en laboratoire départemental d'analyses vétérinaires, postérieurement à leur capture.

**Article 5 :** les cadavres seront évacués selon les règles prévues dans le cadre du service public d'équarrissage. L'enlèvement des cadavres sera effectué si besoin par hélicoptage afin que les animaux soient retirés des pentes du massif des Aravis avant la nuit. Ils seront transportés vers le laboratoire qui effectuera une autopsie et des analyses bactériologiques, puis seront dirigés vers un atelier d'équarrissage. En cas de difficultés à transporter les cadavres vers le laboratoire, les prélèvements pourront être effectués sur le lieu de tir ou au point local de rassemblement des cadavres.

**Article 6 :** dans la mesure des possibilités opérationnelles, des prélèvements seront réalisés sur site ou au laboratoire agréé sur les animaux euthanasiés. Seront également relevés l'âge, le sexe, les mensurations ainsi que le secteur de capture.

**Article 7 :** les opérations seront mises en œuvre par les agents de l'office français de la biodiversité (OFB) avec l'appui éventuel de lieutenants de louveterie. Les tirs seront réalisés avec des munitions sans plomb et pourront être effectués avec des dispositifs réducteurs de son. Pour l'exécution de ces mesures, le chef du service départemental de l'OFB, chargé de l'organisation technique de l'opération, est placé sous l'autorité du préfet.

**Article 8 :** le préfet de la Haute-Savoie sera informé au fur et à mesure des résultats des opérations, et le rapport final de l'étude intégrant les résultats des prélèvements biologiques lui sera remis.

**Article 9 :** les zones de sensibilité du gypaète barbu feront l'objet d'une attention particulière et le survol de cette zone sera évité autant que possible. A cette fin, un protocole a été établi pour limiter les risques de perturbation des gypaètes, notamment pendant les opérations d'évacuation des cadavres. Un suivi de l'espèce sera également effectué pendant les opérations.

**Article 10 :** les mesures de sécurité nécessaires vis-à-vis du public seront mises en œuvre, sous l'autorité du préfet, avec recours le cas échéant à la gendarmerie.

**Article 11 :** le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2030.

**Article 12 :** le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de l'environnement. Le silence gardé par l'administration

pendant un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification,

- soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

**Article 12** : M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, Mme la directrice départementale de la protection des populations de la Haute-Savoie, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie et M. le directeur général de l'OFB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié aux maires des communes de Le Grand-Bornand, Le Reposoir, Nancy-sur-Cluses, Magland, Sallanches, Cordon et La Clusaz.

Le préfet,

Yves LE BRETON